



## Déclaration de l'Unsa-Education

au CDEN de la Savoie du 15 février 2019.

### **Mais où sera la priorité donnée à l'école primaire dans notre département l'année prochaine?**

Elle ne sera déjà pas visible dans les chiffres puisque notre département a une dotation de - 15 postes. Du jamais vu depuis les sombres années 2007 – 2012 et les suppressions de postes dans la fonction publique...

Alors qu'est ce qui sera visible au-delà des chiffres, quelle sera la réalité de nos écoles savoyardes l'année prochaine ? Et surtout, qu'est-ce qui ne sera plus visible ou aura disparu ?

La rentrée 2019, en Savoie signera la « presque » fin programmée, et malheureusement sans évaluation, du dispositif « plus de maîtres que de classes ». Ces enseignants « maîtres surnuméraires », qui au sein des écoles sensibles du département, et qui depuis quelques années pour certains, aident les élèves, les enseignants dans leurs classes ; ceci en co-enseignant, en faisant du décloisonnement, du travail en groupe de besoins. La disparition de ces postes fait donc peu de cas, voire nie et méprise tout l'investissement des équipes de ces écoles, qui depuis plusieurs années ont creusé le dispositif sous toutes ses formes possibles pour apporter un vrai plus à leurs élèves. Ce dispositif permettait aussi de donner des moyens à des écoles qui n'étaient pas en éducation prioritaire et qui pourtant accueillaient un public souvent en grande difficulté. C'était une demande forte de l'Unsa à laquelle vous aviez répondu favorablement en actant l'ouverture de plusieurs postes de « Plus de maîtres que de classes » dans des écoles hors REP/REP+. Vous venez, d'un trait de plume, supprimer ce dispositif pour des écoles : nous prenons pour exemple Cognin La Forgerie, Montmélian Jean Moulin et Albertville Plaine de Conflans. C'est inacceptable tant pour les équipes que pour les élèves.

En Savoie, à la rentrée, les classes de CE1 des écoles en REP du département seront dédoublées ! Peut-être mais cela se fera à moyens constants dans les écoles... non pardon, ceci se fera en fermant des classes dans les autres écoles du département...

Alors que programme-t-on enfin pour septembre ?

Nous verrons des écoles maternelles à plus de 30 élèves par classe encore plus nombreuses, y compris dans des communes défavorisées. Nous verrons également des écoles élémentaires ou primaires avec des classes multi-niveaux dont le nombre d'élèves par classe sera supérieur à 27-28 élèves. Ceci sera donc la réalité de notre tissu scolaire, en partie rural, montagnard et disséminé. Ce sont ces écoles qui mériteraient de voir l'ouverture d'une classe mais que la ponction ministérielle empêchera.

Nous verrons le nombre des remplaçants par circonscription diminuer alors que déjà cette année, la situation du remplacement en Savoie est catastrophique. Des dizaines de classes non remplacées tous les jours dans notre département, ceci au détriment des élèves qu'il faut répartir dans les classes, et donc au détriment des élèves les plus en difficulté. Ceci se fait aussi au détriment des conditions de travail de nos collègues. Nous pourrions aussi évoquer les problèmes de sécurité qui nous interrogent dans de telles situations.

Comment aussi réussir l'inclusion scolaire avec des seuils de classe aussi élevés ? Monsieur l'Inspecteur d'Académie, tous les jours, nos collègues se retrouvent en situation très compliquée dans leur classe : qu'ils soient jeunes collègues débutants ou collègues expérimentés, ils se retrouvent bien seuls dans leurs classes surchargées, souvent à multi-niveaux, à devoir gérer des élèves à besoins éducatifs particuliers. Pas de formation, pas d'accompagnement, des AESH trop souvent absents, voilà la triste réalité de nos écoles... Nos collègues sont à bout, il en va plus que de leurs conditions de travail, il en va même de leur santé.

Opposer et proposer.

Nous voulons ici nous opposer à tout ce que l'on vient de mentionner et pour lequel l'Etat, qui se doit de penser à chacun et chacune des élèves de ce pays, ne donne pas les moyens de faire autrement pour nos petits élèves savoyards. Il en va de même pour les conditions de travail de nos collègues.

Nous sommes là également pour proposer un autre schéma d'utilisation des moyens.

Nous sommes là pour demander des classes moins chargées et répondre à l'attente principale des communautés éducatives. Cela passe de manière pragmatique par une dotation plus importante et donc plus d'ouvertures et moins de fermetures de classes.

Nous sommes là pour ne pas nous satisfaire de la situation des Rased dans notre département, pour que les psychologues de l'Éducation Nationale puissent aider les équipes, épaulés par des maitres E et des maitres G formés.

Nous sommes là pour réaffirmer une conception exigeante de l'école inclusive. L'école inclusive ne peut pas se faire sans moyen comme c'est le cas en ce moment... au détriment des élèves les plus fragiles mais aussi au détriment des conditions de travail et de santé de nos collègues.

Que dire aussi de la situation des AESH et de leur type de contrat qui ne peut répondre actuellement de manière satisfaisante aux besoins des élèves et aux besoins de ces personnels.

De même, nous souhaitons des moyens fléchés dans les écoles auprès des directrices et directeurs en surcharge administrative.

Nous sommes là aussi pour demander des moyens de remplacement à hauteur des besoins de notre département. C'est-à-dire, juste pour que chaque élève puisse avoir le droit d'avoir tous les jours un maitre ou une maitresse pour l'accueillir en classe et pour lui permettre de travailler sereinement.

Si le sujet ne sera malheureusement pas traité lors de ce CDEN, la dotation faite dans les collèges de Savoie fait la part belle aux HSA au détriment des heures postes. Cela aura sans aucun doute comme conséquence la dégradation des conditions de travail des personnels, des classes surchargées avec des effectifs atteignant les 30 élèves et donc des conditions d'apprentissage difficiles pour tous les élèves. Du côté des lycées, le gouvernement a « en même temps » décidé de mettre en place la réforme avec moins d'enseignants en récupérant des postes et en multipliant les heures supplémentaires. L'Unsa dénonce encore une fois cette logique comptable qui voudrait obliger les équipes à choisir entre moyens d'accompagnement, groupes à effectifs réduits, offre d'options et une palette de spécialités suffisante pour répondre aux souhaits des lycéens.

Vous l'aurez compris, nous sommes là pour faire entendre autre chose que la petite musique ministérielle qui annonce insidieusement que la priorité est à l'école et notamment à l'école primaire et que tout ira mieux dans les écoles de notre pays.

Et bien NON, tout n'ira pas mieux, et bien au contraire.

Diminution des moyens, suppressions de poste, embauche de contractuels, rémunération au mérite... voici la réalité de la politique menée par notre ministère et plus largement par le gouvernement. Contrairement aux promesses du candidat Macron, élu Président, qui ne se traduisent que par des annonces en trompe l'œil destinées à convaincre l'opinion publique, notre système éducatif ne répond pas aux objectifs de l'Ecole de la République.

Plus largement, c'est bien une politique d'affaiblissement de la fonction publique (qui est pourtant au service du pays) qui sera menée dans le nouveau projet de rénovation de la fonction publique présenté aux organisations syndicales dans le conseil commun de la fonction publique ce mercredi 13 février...

Et comme à son habitude, dans le plus grand mépris du dialogue social qui pourrait être mené avec les partenaires sociaux.